

*Politique laitière*

producteurs d'Uxbridge. Bien que le ministre ait déjà pris la parole, j'espère qu'il développera à l'avenir la possibilité dont il a parlé avec plus d'énergie et qu'il nous tiendra au courant de l'évolution de la question à cet égard. Les importations continues de produits laitiers et de lait nuisent grandement à l'industrie laitière, particulièrement à cette époque de l'année où les stocks sont élevés. Il va sans dire qu'elle est de plus contraire à l'engagement pris par le gouvernement dans son programme de gestion des stocks.

Pour montrer le tort causé, je citerai un bref exemple, celui des importations de fromage. S'il était possible de les réduire de 9 ou 10 millions de livres, on pourrait faire économiser aux producteurs laitiers 3.6 millions environ. Pour dire les choses plus simplement, chaque million de livres de fromage importé fait perdre aux producteurs laitiers \$360,000. Je reconnais et j'apprécie à sa juste valeur la décision prise récemment par le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson) de ne pas augmenter pour l'instant le volume de ces importations. Il s'agit là d'un pas dans la bonne direction. Mais je demeure convaincu, comme on l'est certainement dans l'industrie, que les circonstances présentes rendent absolument nécessaire une réduction des contingents d'importation. Si cette mesure n'est pas prise rapidement, il y aura violation de la parole donnée.

A propos du discours d'Uxbridge, je ne saurais laisser passer l'occasion sans relever le conseil donné par le ministre aux producteurs laitiers à qui il recommandait de réduire les rations d'aliment. D'après le ministre, cela devait faire économiser sur l'aliment et réduire la production par bête. Il s'agit là d'un mauvais conseil, que les producteurs, j'en suis persuadé, ne voudront pas suivre. Les bons producteurs savent ce que c'est que la sélection, l'alimentation, l'élimination des bêtes inférieures. Ce sont là des techniques qu'il faut posséder pour réussir, je suis certain que le conseil à donner, c'était d'insister plutôt sur l'élimination que sur l'alimentation.

Je conviens que le lait écrémé en poudre abonde sur les marchés mondiaux. Mais cela n'excuse pas le gouvernement d'avoir très mal rempli ses engagements envers l'ACDI pour l'aide alimentaire mondiale. On sait que les quantités sont bien inférieures à celles des années précédentes: il n'y a que 14,000,000 de livres pour cette année contre 25.5 millions pour 1972-1973, 23.6 millions pour 1973-1974 et 23.9 millions pour 1974-1975. Les producteurs laitiers ont manifesté leur intention de participer à un programme portant à long terme sur 100 millions de livres de lait écrémé en poudre. Tous les Canadiens conviendront, je le sais, que les besoins mondiaux d'assistance alimentaire sont montés en flèche ces dernières années et que le gouvernement devrait étudier sérieusement cette offre louable.

En terminant, je présenterai quelques recommandations et je donnerai un ou deux avertissements. Premièrement, il faudrait que le ministre de l'Agriculture cherche tous les moyens de mettre sur pied un bon programme de régularisation de l'offre de lait industriel, comme il l'a fait pour le lait nature.

Deuxièmement, la Commission canadienne du lait devrait dresser un programme d'encouragement efficace pour équilibrer la production annuelle. On réduirait par là les excédents, assurant un meilleur équilibre de l'offre et de la demande et faisant disparaître les récriminations contre les producteurs qui, de leur propre chef, ont mis au point un programme de production régulière de lait, sur une base annuelle.

Troisièmement, le ministre et la Commission canadienne du lait, de concert avec les associations de producteurs, doivent décider quel organisme peut le mieux vendre et commercialiser les produits laitiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, et ensuite se mettre à l'œuvre.

Quatrièmement, il faudrait que les hauts fonctionnaires fédéraux et provinciaux ainsi que les dirigeants de l'industrie étudient davantage non seulement les modifications à apporter à la politique laitière mais aussi d'autres changements à opérer dans le domaine des programmes d'incitations financières et de subventions.

Je crains, monsieur l'Orateur, que lorsque le ministre annoncera sa révision de la politique laitière pour 1976-1977, il ne réagisse trop vivement à notre position excédentaire, compte tenu de l'intérêt des producteurs que des consommateurs. Je suis certain qu'il est bien au courant du fait que de 8 à 10 p. 100 de la surproduction est attribuable au beau temps du printemps et de l'été derniers. Ce qui ne se reproduira probablement pas au cours des 12 prochains mois.

● (1700)

Le ministre devrait savoir qu'un grand nombre de génisses laitières sont maintenant ajoutées aux troupeaux laitiers en raison de la baisse des exportations il y a deux ou trois ans. On estime ce nombre à quelque 30,000. Nous rappelons au ministre que les ventes à l'exportation indiquent une forte reprise. Il doit admettre qu'il est partiellement responsable du grand nombre de vieilles vaches laitières qui font partie des troupeaux simplement à cause de la baisse des prix du bœuf.

Le ministre doit reconnaître aussi qu'on ne peut arrêter la production d'une vache laitière, comme des poulets, à volonté. En fait, de nombreux producteurs d'Elgin et du Sud-Ouest de l'Ontario qui ont subi la tempête de verglas du début du mois savent que les vaches laitières contiennent non seulement de produire du lait dans le noir, mais qu'il faut aussi les traire quelques fois dans l'obscurité.

Nous ne pouvons que spéculer sur les changements qui seront apportés à la politique laitière fédérale. J'espère que certains des éléments qui ont été soumis à l'attention du ministre aujourd'hui et à d'autres occasions seront étudiés sérieusement par le cabinet.

Je suis persuadé que les producteurs relèveront le défi qui leur est lancé. On espère que le gouvernement montrera, par ses politiques, son souci de protéger une industrie essentielle non seulement financièrement, mais aussi pour la santé et le bien-être des Canadiens et des innombrables défavorisés du monde entier.

[Français]

**M. Claude Tessier (Compton):** Monsieur le président, nos vis-à-vis créditistes sont sans doute de ceux qui croient que le gouvernement doit cesser d'augmenter ses dépenses. Ils sont aussi de ceux qui croient que le gouvernement doit diminuer ses emprunts, doit réduire les impôts, doit cesser de payer des intérêts. Pourraient-ils dire clairement comment le gouvernement peut faire face à ce dilemme, et à quelles conditions?

Monsieur le président, nos vis-à-vis peuvent-ils dire que leurs propositions d'aujourd'hui devraient avoir pour effet d'augmenter les prix à la consommation d'une façon exorbitante ou d'augmenter les impôts ou de diminuer les échanges au point de compromettre les exportations, et, finalement, compromettre complètement la politique laitière. Affirmer qu'on veut maintenir le revenu du producteur laitier est une chose, mais savoir ce que cela veut dire